

La contribution militaire de la RD Congo aux guerres mondiales de 1914-18 et 1940-45

Isidore NDAYWEL
à Nziem. Historien,
Professeur à
l'Université de
Kinshasa.
isidore@yahoo.fr

En cette année 2014, le centenaire du début de la première guerre mondiale de 1914-18 coïncide avec la naissance en RDC d'une dynamique nouvelle pour l'armée, la vie et la carrière militaires. La victoire des FARDC sur le M23, le recrutement de nouvelles recrues dans l'ensemble du pays, la formation tous azimuts de nouveaux éléments tant dans la police nationale (PNC) que dans l'armée (FARDC) témoignent de cette mutation en cours.

J'ai cru utile, pour la circonstance, de rappeler ce qu'a été la contribution militaire congolaise aux deux guerres mondiales. Histoire de rappeler combien le soldat congolais est capable de performances, lorsque, bien formé, il est placé dans de bonnes conditions de travail.

L'armée apparaît dans l'histoire de l'Etat congolais dès sa naissance en 1885. Le décret royal du 30 octobre 1885, organisant *l'Etat Indépendant du Congo*, avait prévu l'existence dans le Département de l'Intérieur d'une Division C chargée de la *Force Publique*. Tel était le nom de l'armée de l'Etat indépendant du Congo. Le décret royal du 5 août 1888 mit en place sa première organisation. Le 17 novembre 1888, la construction de son architecture institutionnelle a été parachevée par des précisions sur toutes ses composantes. Cette dernière date, à savoir le 17 novembre, a été retenue comme celle de la fête de l'armée, du moins jusqu'en 1997.

La Force Publique revisitée

Si l'histoire de la Force Publique appartient à la fois à la Belgique et au Congo, elle est naturellement d'abord et avant tout congolaise. Il s'agit, en effet, d'une institution congolaise, dont les officiers blancs n'ont pas été exclusivement belges ⁽¹⁾ mais dont les troupes étaient totalement

1 A l'ère de l'EIC, il y avait, entre autres, des Italiens, des Suisses, des Scandinaves, des Anglais, des Allemands, des Autrichiens. Rien que les militaires scandinaves, jusqu'en 1904, ils étaient au nombre de 151 au service de Léopold II (Flament, F. et al., *La Force Publique de sa naissance à 1914. Participation des militaires à l'histoire des premières années du Congo*, Bruxelles, Institut Royal Colonial Belge, 1952, p. 506).

congolaises, du moins à partir des années 1910. Née comme une force de gendarmerie ayant pour tâche le soutien aux explorations, l'occupation effective du terrain et le maintien de l'ordre, cette Force Publique s'est transformée en véritable armée en 1914-18 puis en 1940-45 en participant activement aux deux grands conflits mondiaux.

A ses débuts, la réalité militaire a été intimement liée à l'histoire des explorations africaines. En dehors des missionnaires, les premiers Européens à parcourir nos brousses et à naviguer sur nos rivières étaient pour la plupart des militaires, faisant usage des armes les plus perfectionnées du moment. Pour preuve, le lieutenant d'artillerie Liebrechts, le premier à avoir fait usage du canon au Congo en 1883, avait dû, avant le voyage, séjourner à Meppen en Allemagne, au polygone de tir des Usines Krupp, pour être initié au maniement du canon de 7,5 cm de montagne ⁽²⁾. Et nous étions à la fois victimes et collaborateurs de ces conquêtes ⁽³⁾.

Quels étaient les *ancêtres* des soldats congolais ? Depuis l'ère des explorations, les auxiliaires des Européens, à la fois soldats, ouvriers et porteurs, étaient des non-congolais. Ces premiers *askari* ⁽⁴⁾ provenaient des régions du continent où les Arabes ou les Blancs s'étaient déjà installés et avaient enseigné à ces locaux le maniement des armes. Les premiers ont donc été les 350 *Zanzibaristes* que Stanley avait recrutés sur l'île de Zanzibar. C'est avec eux qu'il a effectué la traversée de l'Afrique Centrale, entre 1874 et 1877, de la côte indienne à Boma. Il les a sollicités à nouveau entre 1879 et 1884 pour créer des postes et conclure des traités avec les chefs locaux dans le cadre du *Comité d'études du haut-Congo*.

Après ce premier cycle de recrutement un autre s'est imposé. Celui des Nord et Ouest-Africains, notamment des Egyptiens, Krouboys (originaires de la côte de Krou près du Cap de Palmas au sud-ouest de la Côte d'Ivoire) Sénégalais, Libériens et Haussas de Gold Coast, l'actuel Ghana. Les Africains de l'est étaient également mis à contribution (Ethiopiens, Somalis, Comoriens). Toutes ces recrues étaient qualifiées, invariablement, de *Volontaires de la côte* ou *Coastmen*. Mais en réalité, il s'agissait de *mercenaires africains* qui se faisaient engager contre paiement, prêts à lutter, contre monnaies courantes et trébuchantes, pour n'importe quelle cause. Les plus nombreux étaient des Haoussa (terme générique désignant les Volontaires provenant du golfe de Guinée).

Pendant un moment, on a eu recours aussi aux Congolais qui avaient servi comme auxiliaires des afro-arabes. On les appelait invariablement des *Batetela*, mais ils étaient, en réalité, de provenance ethnique diversifiée (kusu, tetela, songye, luba, etc.). Cette pratique s'est estompée à cause des rebellions qui ont

2 E. JANSSENS, *Histoire de la Force Publique*, Bruxelles, Ghesquière & Parteners, 1979, p. 37

3 I. NDAYWEL è Nziem, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Louvain-la-Neuve-Kinshasa, Duculot-Afrique éditions, 1997, pp. 279-298.

4 *Askari* signifie guerriers ou soldats en langue swahili.

éclaté parmi ces derniers. La *révolte de Luluabourg* de 1895 avait eu pour cause la brutalité de commandement et la sévérité excessive des officiers européens. Elle avait réussi à rallier de nombreuses populations, de *Ngandu* sur le Lomami à *Kafakumba* sur le haut-Lubilash. Elle n'avait été complètement maîtrisée qu'en 1908 après avoir été approvisionnée en armes à partir de l'Angola contre de l'ivoire et des esclaves. La *révolte de la colonne Dhanis* qui aurait dû prolonger le territoire national jusque dans la région du haut-Nil (sud-Soudan actuel) avait eu pour cause la fatigue, la famine et l'encadrement insuffisant des troupes. Elle s'était produite peu avant Bunia. L'insécurité qu'elle a créée s'était étendue jusqu'aux rives du Tanganyika et l'est du Maniema. Quant à la *révolte du fort de Shinkakasa*, à Boma en 1900, elle a eu pour cause le maintien de la troupe bien au-delà du temps de service réglementaire.

La méfiance à l'égard des *Batetela* et les représailles contre eux allaient sonner le glas de cette expérience. Celle des *Bangala* allait prendre la relève. Du coup, le swahili, jusque là, langue courante des troupes de la Force Publique, allait céder la place au lingala qui deviendra la langue officielle de l'armée congolaise. Le commandant C. Coquilhat a été le premier à prendre l'initiative d'engager des *Bangala* dont la bravoure aux combats avait été remarquée lors du voyage de Stanley sur le haut-fleuve ⁽⁵⁾. En 1887, la garnison de la capitale, Boma, comptait deux Compagnies : l'une de Haoussa et l'autre de Bangala, vêtus différemment, les premiers en tenue de coutil bleu avec brandebourgs rouges et les seconds, également en coutil bleu mais avec brandebourgs jaunes. Ces derniers allaient remplacer progressivement les premiers, conformément à la politique de Léopold II de remplacer progressivement le personnel étranger de son Etat, européen et africain, par des Belges et des Congolais. Il va de soi que dans ce contexte où les Haoussas étaient poussés de plus en plus vers la sortie, après avoir rendu d'importants services, les rapports avec des Bangala n'étaient pas des plus cordiaux. Un couplet de la célèbre chanson militaire *Biso ba Congolais* ⁽⁶⁾ – Nous les Congolais – a conservé intact le souvenir de cet affrontement certainement encouragé par les officiers blancs :

<i>Bahoussa, Bahoussa, lokoso mingi</i> (bis)	Haoussas, Haoussas, trop cupides (bis)
<i>Silingi esili po na lokoso na bango</i> (bis)	Nos shillings sont finis par leur cupidité (bis)
<i>Biso ba Congolais toyei kotalisa</i>	Nous Congolais, nous sommes venus démontrer
<i>Makambo ma motema mokasi mwa biso</i>	Ce dont notre courage est capable
<i>Lelo tokotala</i>	Aujourd'hui, on va voir

5 Stanley, H.M., *A travers le continent mystérieux*, Paris, 1879, p. 302. Son combat le plus dur avait été contre les attaques des Iboko et des Mabale.

6 P. KITA Kyankenge et M. DEPAEPE, *La chanson scolaire au Congo belge. Anthologie*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 177-179.

L'histoire de la vie quotidienne à la Force Publique est connue (7). Rappelons que la recrue commençait sa carrière par son casernement dans un *Camp d'instruction* (CI). Ensuite, elle était affectée dans une *Compagnie* ayant chacune son camp. Jusqu'en 1918, chaque District disposait d'une Compagnie active à son service. A partir de 1919, furent organisés d'autres camps militaires notamment dans les chefs-lieux des *Groupelements* (8). L'espace national était, en effet, réparti, dès cette époque, en quatre Groupelements correspondant aux quatre provinces de l'époque (Congo-Kasaï, Equateur, Katanga, Province Orientale). A partir de 1933, les Groupelements ont été réduits à trois : le premier est celui qui couvre les anciennes provinces du Katanga et du Kasaï (actuellement, Katanga, Kasaï oriental et occidental) ; il a son QG à Elisabethville (Lubumbashi) ; le deuxième occupe les anciennes provinces de l'Equateur et de Léopoldville (provinces de l'Equateur, de Bandundu, du Kongo central et la ville-province de Kinshasa) ; son QG est situé à Léopoldville (Kinshasa). Le troisième Groupelement, enfin, concerne les anciennes provinces orientale et du Kivu (province orientale, Maniema, Nord-Kivu et Sud-Kivu), avec un QG localisé à Stanleyville (Kisangani).

A la fin de la deuxième guerre mondiale, près d'un demi-siècle après sa création, cette armée avait acquis la réputation de n'avoir mené que des campagnes victorieuses. Ce qui était rare dans l'histoire d'une armée. Il s'agissait des campagnes d'occupation effective du territoire (1885-1893), des campagnes anti-esclavagistes (1892-1895), des campagnes mahdistes (1893-1910), des campagnes contre les révoltes des troupes (1895, 1897, 1900), des campagnes offensives de Tabora et Mahenge en Tanzanie actuelle au cours de la première guerre mondiale (1914-18) et, enfin, des campagnes offensives d'Assossa, Gambela et Saïo en Abyssinie au cours de la seconde guerre mondiale (1940-45). L'on peut se demander comment tout cela a pu être possible.

Revisitons les deux dernières campagnes qui, loin d'être coloniales, ont été menées contre l'étranger. Il s'agit d'une expérience unique qui ne s'est plus reproduite dans notre histoire contemporaine. Elles ont démontré avec éclat combien le soldat congolais, mis dans de bonnes conditions de travail, sous le commandement des bons officiers, est plus que capable de grandes prouesses.

7 P. MABIALA Mantuba, « La vie quotidienne dans la Force Publique », *Lisolo na bisu (notre histoire) 1885-1960 : le soldat congolais de la Force Publique*, Tervuren, MRAC, 2010, (édition trilingue), pp. 61-90.

8 De nos jours, le *Groupelement* d'origine coloniale porte le nom de *Zone de Défense* (ZDF). Il y en a trois : ZDF1 (Bas-Congo, Bandundu, Equateur, Kinshasa), ZDF2 (Katanga, Kasaï oriental, Kasaï occidental), ZDF3 (Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Province Orientale). Chaque ZDF comprend des *Régions militaires*, ayant en leur sein des *Groupelements* spécialisés (aérien, naval et d'infanterie).

Victoire de Tabora (1916) et de Mahenge (1917)

La guerre mondiale de 1914-1918 avait commencé bien loin de l'Afrique et portait sur des enjeux qui, au départ, ne la concernaient en rien. Mais la mondialisation, née avant la lettre, commençait déjà à imposer sa loi. Malgré elle, l'Afrique finit par y être impliquée.

L'Europe du début du XX^e siècle était coupée en deux camps. D'un côté, l'Allemagne, dont l'unification ne s'est achevée qu'en 1870, et qui semblait dominer tout le continent depuis qu'elle avait vaincu la France en 1871. On l'avait vu présider, coup sur coup, le *Congrès de Berlin* en 1878 sur les problèmes de l'Orient, puis la *Conférence de Berlin* en 1885 sur les questions de l'Afrique. Elle a, ensuite, conclu une alliance militaire avec l'Autriche-Hongrie, puis avec l'Italie, mécontente de l'intervention française en Tunisie. Cette coalition qui a fini par se former autour d'elle s'est fait appeler la *Triple Alliance*. Face à elle, a pris forme, peu à peu, un autre ensemble qualifié de *Triple Entente*. Celle-ci regroupait la France qui avait conclu une alliance défensive avec la Russie. Puis, en se retirant de *Fachoda* au Soudan au profit de l'Angleterre en 1899, la France avait gagné la sympathie de l'Angleterre⁽⁹⁾ ; ce qui assura son entrée dans cette coalition.

L'opposition entre les deux blocs, *Triple Alliance* et *Triple Entente*, ne pouvait que s'accroître et provoquer une course généralisée aux armements. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres est venue des Balkans : l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) par un Serbe, le 28 juin 1914. Aussitôt, l'Autriche-Hongrie a déclaré la guerre à la Serbie. La Russie, qui se considérait comme protectrice des Slaves, réagit en décrétant la mobilisation de ses troupes (31 juillet). L'Allemagne riposta en lui déclarant la guerre (1^{er} août) ainsi qu'à la France (3 août).

Le 2 août, la même Allemagne remit au gouvernement belge un ultimatum exigeant le libre passage de ses troupes pour s'emparer des ports du Pas-de-Calais, prendre à revers les troupes françaises et couper leur communication avec l'Angleterre. Le roi Albert I^{er}, successeur de Léopold II, refusa cette sommation d'autant que la même Allemagne et les autres grandes Puissances européennes étaient garantes de la neutralité de la Belgique et de l'inviolabilité de son territoire. Cette pression exercée sur la Belgique décida l'Angleterre à entrer à son tour dans la guerre (4 août). La Belgique est envahie. Son armée s'illustre à Liège où elle freine l'avancée allemande. Sa résistance se manifeste surtout en Flandre près du petit fleuve Yser où elle parvient à stopper, après les combats du 18 au 30 octobre 1914, l'avancée des troupes allemandes. Sur d'autres fronts aussi, notamment en France, le front allié finit par se stabiliser ; la guerre de mouvement se transforma en guerre de tranchées qui a duré jusqu'au milieu de 1918⁽¹⁰⁾.

9 Voir L. de SAINT MOULIN, *Panorama de l'histoire contemporaine*, Kinshasa, Editions de la Commission Episcopale de l'éducation chrétienne, 1983, pp. 104-105.

10 D. GALLOY, et F. HAYT, *Précis d'histoire du Temps Présent (1914-2002)*, Louvain-la-Neuve, de Boëck, 2002, pp. 5-10.

En Afrique, le Congo est entouré non seulement par des colonies des pays alliés : France (Congo/Brazza et Centrafrique actuels), Portugal (Angola), Grande Bretagne (Ouganda, Zambie actuelle), mais aussi par des possessions allemandes (Rwanda et Burundi, Tanzanie actuelle). D'autres sont au golfe de Guinée (Togo, Cameroun) et en Afrique australe (Sud-Ouest Africain, la Namibie actuelle). Le transfert des hostilités en Afrique mondialise du même coup la guerre, au départ intra-européenne. Dès le mois de septembre 1914, un détachement congolais est au Cameroun pour aider les Français à conquérir cette colonie allemande. Les Congolais s'emparent de la ville de *Yaoundé* le 1^{er} janvier 1916. Les troupes allemandes sont obligées de se réfugier en Guinée espagnole, la Guinée équatoriale actuelle. Mais l'essentiel de la participation congolaise à la guerre mondiale va se dérouler dans la région des Grands Lacs.

Depuis 1915, les Allemands opéraient des raids sur la rive occidentale du lac Tanganyika, au sud d'Uvira (15 août) et à l'embouchure de la Lukuga (22 août) ; ils disposaient, sur le Tanganyika, de deux bateaux croiseurs et de trois remorqueurs armés. Ces hostilités rappelaient curieusement celles de la dernière décennie du XIX^e siècle, entre l'EIC et l'empire allemand, avant qu'on aboutisse en mai 1910, donc cinq ans plus tôt seulement, aux accords frontaliers entre cette Afrique orientale allemande et le Congo belge. Le poste d'*Usumbura* (ville de Bujumbura actuelle) n'avait-il pas été fondé dans ce cadre en 1897 par le capitaine allemand Ramsay, afin de disposer d'un lieu de surveillance du poste d'Uvira de l'EIC ⁽¹¹⁾ ?

Sans bateau de guerre, la Force Publique n'a pu compter que sur le renfort de quatre hydravions venus d'Afrique du Sud pour mettre un terme aux raids sur le lac. Ces avions ont alors bombardé avec succès la flotte adverse. On assista ainsi au premier bombardement aéro-naval du continent. Il devenait donc temps de sécuriser cette frontière de près de 800 kilomètres de Rutshuru au sud du lac Tanganyika, au travers des montagnes et d'un lac. Donc, après la défensive, l'offensive s'imposait, pour en finir. Les Gouverneurs de province (qui portaient à l'époque le titre de Vice-Gouverneurs Généraux) du Katanga et de la province Orientale (qui incluait à l'époque le Maniema, le Nord et le Sud-Kivu) ont été impliqués dans l'opération. C'est ainsi que le commandement de toutes les troupes sera confié au Vice-Gouverneur Général du Katanga qui est militaire, le futur général Tombeur, qui n'est alors que colonel. L'armée offensive est de 15.000 hommes qu'il fallait rassembler, mais aussi des porteurs, au nombre de 260.000 hommes.

Les bataillons congolais, avec armes d'appui et services, passent à l'offensive en 1916. La campagne allait s'exécuter en quatre temps. D'abord la conquête du Rwanda (avril-mai 1916) et du Burundi (juin-juillet) ; ensuite la conquête des bases de *Kigoma* et de *Mwanza* (juillet) ; enfin, la marche sur

11 Cf., J.P. CHRETIEN, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Aubier, 2000, pp. 185-189.

Tabora (août-septembre). Deux colonnes entrent au Rwanda avec pour objectif d'opérer une marche concentrique sur la transversale Kigali-Nyanza. L'une s'empare de *Kigali*, le 6 mai. L'autre bloque une fuite éventuelle vers le sud. Dépassant *Shangugu*, elle atteint, le 19 mai, *Nyanza*, la capitale traditionnelle du Rwanda, où réside le roi. Le mwami *Musinga* fait aussitôt sa soumission. Puis, le Burundi est soumis à une pression similaire. Le 6 juin, *Bujumbura* est conquise et le 27 juin, *Kitega*, la capitale traditionnelle du royaume du Burundi tombe entre les mains de la Force Publique. Le mwami *Mambutsa*, encore enfant et tenu par sa grand-mère, la régente, fait sa soumission.

Ensuite, l'on se fixe comme objectif la conquête de la rive droite du Tanganyika et l'occupation de Kigoma-Udjidji, afin de pouvoir amorcer dans la suite la marche vers *Tabora*. Le 28 juillet, Kigoma et Udjidji sont conquis. On découvre des ouvrages fortifiés imposants mais non défendus, des installations sabotées et un rail endommagé dont le matériel roulant a été évacué par l'ennemi en fuite. *Rutshigi* et *Gottorp* sont pris sans combat les 30 et 31 juillet, ce qui garantit à la Force Publique 120 km de voie ferrée.

Restait la conquête de *Tabora*, objectif devenu difficile à réaliser à cause de la fatigue de la campagne qui dure depuis avril, des pertes au combat, mais aussi les complications pour le transport et les ravitaillements. Les différents régiments des deux brigades finissent par converger vers *Tabora*. La gare d'*Usoke* tombe le 7 septembre après plusieurs jours de combat. Puis, la brigade nord entame la bataille pour la conquête de *Tabora* à partir de *Mambali*. La brigade du sud, plus offensive, engage plus directement le combat mais se heurte à une forte résistance à *Lulanguru*. Au nord, la bataille est engagée à la fois à *Itaga* et à *Masagola*. Assaillie de tous côtés, la résistance allemande finit par être ébranlée. Dans la nuit du 18 au 19 septembre 1916, les troupes ennemies se retirent de *Tabora*. Au matin, les autorités civiles rendent la ville au commandement de la brigade sud de la Force Publique, tandis que la brigade nord occupe déjà *Itaga* et *Masagola*. Une grande victoire vient ainsi d'être remportée. Les Allemands, battus à *Tabora*, se sont retirés vers le sud-est afin de rejoindre leurs collègues qui opéraient vers Mahenge. La Force Publique, qui avait commencé à démobiliser ses troupes, change d'avis. Son commandement décide de poursuivre les vaincus mais avec un détachement plus léger. *Mahenge* est prise le 5 octobre 1917.

Depuis avril 1917, ici comme ailleurs, la supériorité des alliés était devenue évidente, puisque les USA avaient basculé dans la guerre suite au torpillage de leurs navires par les Allemands. Il devenait évident que la guerre touchait à sa fin ⁽¹²⁾. Sur tous les fronts, la Force Publique avait vaincu. Mais le bilan des pertes humaines était plus que lourd. Elle avait perdu 1.895 soldats

12 Une année plus tard, le 11 novembre 1918, l'armistice est imposé sur tous les fronts. Britanniques et Portugais qui se battaient encore avec les Allemands à l'est du lac Bangwelo cessèrent toute hostilité.

congolais, 58 européens et 7.124 porteurs. Une hécatombe de 9.077 décès, à laquelle s'ajoutaient 1.272 blessés ⁽¹³⁾.

A la Conférence interalliée de Versailles, ouverte en janvier 1919, le traité le plus célèbre qui est signé est celui qui règle le sort de l'Allemagne. Sa puissance militaire est anéantie. De plus, elle est dépouillée des territoires qu'elle avait annexés unilatéralement en Europe, (notamment l'Alsace et la Lorraine pour la France et les cantons d'Eupen et de Malmédy en Belgique) ; elle perd aussi tous ses territoires outre-mer. La *Société des Nations* (SDN), qui est créée en 1920, pour répondre aux vœux des vainqueurs, transformera ses anciennes colonies en 1923 en *territoires sous mandat*. Le « mandat » était le droit conféré à un Etat mandataire d'administrer ces anciennes colonies de façon à les amener à une future indépendance. Le Cameroun est partagé entre les Français et les Britanniques, de même que le Togo ; l'Afrique orientale allemande (le Tanganyika) est remise aux Britanniques et la Namibie, au dominion britannique de l'Afrique du Sud. La Belgique reçoit mandat d'administrer le Rwanda et le Burundi (appelé à l'époque Rwanda-Urundi). L'Afrique belge devient alors « *le Congo belge et le Rwanda-Urundi* ».

Victoires d'Assossa, Gambela et Saïo en Ethiopie (1941)

Deux décennies plus tard, la deuxième guerre mondiale, 1940-1945, éclate suite à un jeu complexe de rivalités. L'Allemagne, vaincue en 1918, n'avait pas digéré le traitement humiliant qui lui avait été infligé. Les vainqueurs de cette première guerre étaient devenus des rivaux dans le partage des bénéfices qui s'en étaient suivis. La SDN, de son côté, s'est avérée inefficace pour résoudre les multiples questions mondiales.

Entre 1933 et 1935, l'Allemagne, le Japon et l'Italie, les trois pays dont le besoin d'expansion et les ambitions allaient à l'encontre de l'ordre garanti par les traités de Versailles de 1919, quittent la SDN et concluent entre eux une alliance sous le nom de l'*Axe*. Ce sont ces trois pays qui auront l'initiative des hostilités.

L'éclatement de la guerre a pour prétexte l'exigence d'Hitler d'avoir la bande du territoire polonais séparant l'Allemagne et la Prusse orientale. Devant le refus de la Pologne, il attaque cette dernière le 1^{er} septembre 1939 et l'écrase en moins d'un mois. En avril 1940, il s'empare du Danemark et envahit la Norvège. Le 10 mai, il attaque les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg. En vain, les Forces françaises et britanniques se portent à leur secours. Le 28 mai, Léopold III et son armée belge capitulent ; le roi accepte de se considérer comme prisonnier. Mais le gouvernement belge rejette cette

13 Chiffres fournis par le commandement de la Force Publique (cf., E. JANSSENS, *Histoire de la Force Publique*, 1973, p. 185).

option ; il se retire à Londres pour poursuivre les hostilités. La France connaît à son tour un sort similaire. Le 22 juin, elle capitule. Et l'armistice qu'elle signe, coupe son territoire en deux zones : la zone occupée par l'Allemagne et la zone soi-disant libre dans laquelle le gouvernement de Pétain, installé à Vichy, est sous la botte des Allemands. Mais le général de Gaulle fait la différence. Installé à Londres, il lance un appel aux Français pour les engager à continuer la lutte. C'est son fameux *appel du 18 juin* qui a fait de lui le chef de la *France libre*.

Jusqu'en 1942, le succès des puissances de l'*Axe* est indéniable. Le point culminant a été atteint en Asie. Les Japonais, devant la sommation des USA de les voir évacuer la Chine, avaient répondu, le 7 décembre 1941, par la destruction de la flotte américaine de *Pearl Harbour* aux Hawaï. De là, ils s'étaient emparés de la Malaisie, de Singapour, des Philippines et de l'Indonésie.

Le Congo était dans une situation complexe. Devant les positions contradictoires de la métropole (le roi Léopold III soumis aux Allemands et le gouvernement belge réfugié à Londres), il lui revenait de choisir son camp, par l'entremise de son Gouverneur Général, Pierre Ryckmans⁽¹⁴⁾. Courageux et lucide, celui-ci décide d'engager le Congo dans le camp des alliés. Du coup, la charge du pays allait être énorme : contribuer non seulement à l'effort militaire comme en 1914-18, mais surtout prendre sur lui la charge économique. En effet, les alliés attendaient de lui de mettre ses richesses naturelles à leur disposition pour soutenir l'effort de guerre que la perte de l'Asie du sud-est face aux Japonais avait rendu plus qu'indispensable⁽¹⁵⁾. Il fallait entre autres fournir, en quantité, du cuivre pour la fabrication des douilles des balles et des bombes ; l'étain et le zinc, indispensables pour la fabrication du bronze et du laiton ; l'huile de palme, indispensable dans la sidérurgie, etc. L'effort de guerre, militaire comme économique, allait être à charge du trésor colonial.

En Afrique, puisque l'Allemagne est sans colonies, la guerre va se porter contre les colonies italiennes. L'Italie a pour colonies la Libye annexée en 1911, l'Erythrée et la Somalie dominées depuis la fin du XIX^e siècle, et l'Éthiopie de Haïlé Sélassié que Mussolini venait d'envahir en 1935, sans doute pour venger l'échec de la grande défaite d'Adoua en 1896. Cet ensemble de pays formait l'*Afrique orientale italienne*. Son armée était puissante ; elle disposait d'une force totale de l'ordre de 500.000 hommes de toutes armes, avec chars de combat, aviation et marine.

Le 10 juin 1940, l'Italie exporte la guerre dans la région en attaquant les Britanniques au Soudan. La France qui aurait été capable de lui faire front, venait de capituler, le 25 juin. Et l'armée belge, réfugiée en France avait lié son sort à celui de ce dernier pays. C'est ainsi que les 50 avions militaires belges,

14 J. VANDERLINDEN, *Pierre Ryckmans 1891-1959. Coloniser dans l'honneur (avec un propos libre de Jean Stengers)*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1994, pp. 419-608.

15 Sur l'effort de guerre économique et financier, se référer à l'étude de Léon De Saint Moulin, « L'effort de guerre 1940-1945 au Zaïre », in *Zaïre-Afrique*, février 1985, 192, pp. 96-102.

cachés au Maroc, choisissent de retourner en Belgique au lieu de rallier la Force Publique au Congo. Seule la Grande Bretagne fait face à l'ennemi et le Congo belge resté à ses côtés mobilise deux brigades. Un objectif est de *prendre Assossa, Gambela et Saïo*, situés entre le Nil bleu et l'affluent Soba.

En partant de Stanleyville, les troupes congolaises se rendent à pied à *Juba* au Sud-Soudan. De là, elles évoluent vers *Malakal* par bateau sur le Nil et par auto sur une très mauvaise piste. Le 11 mars 1941, elles atteignent *Assossa*. Le poste est en feu. L'ennemi s'en est retiré en brûlant ce qu'il n'avait pas pu emporter. De là, nos troupes prennent la direction de *Gambela* situé à 200 kilomètres plus au sud. Le 22 mars au matin, ils lancent l'attaque de *Gambela*. La localité est vaincue dès le 23 mars 1941.

Cap désormais sur *Saïo*, une cinquantaine de kilomètre au nord-est. C'est une importante garnison italienne près de la frontière soudanaise séparée de *Gambela* par une muraille rocheuse. Le combat est bien plus difficile ici, particulièrement le 3 juillet à partir de 4 heures 30 du matin. Finalement, après de violentes batailles, les Italiens demandent une trêve vers 13 heures. Le commandement de la Force Publique accepte sous réserve d'une capitulation totale. Les Italiens choisissent de capituler. La victoire est acquise. Sont faits prisonniers 15.000 hommes et 9 généraux, parmi lesquels le général Pietro Gazzera, le Commandant de l'armée italienne en Afrique orientale et Arconovaldo Bonaccorsi, l'Inspecteur général des milices fascistes. Il y avait aussi 370 officiers de tous grades, 2.575 gradés et soldats de nationalité italienne ainsi que 3.500 Erythréens et Gallas. La prise de *Saïo* présente aussi un grand intérêt matériel et stratégique : 150 camions et 500 mulets, 2 batteries d'artillerie de montagne, 50 à 60 mitrailleuses, une centaine de fusils mitrailleurs, plus de 5.000 fusils et près de 15.000 grenades de toutes espèces, plusieurs millions de cartouches et, enfin, environ 20 tonnes d'équipement radio et de matériel médical en excellent état ⁽¹⁶⁾.

C'est cette victoire de la Force Publique qui a permis le retour de l'empereur Hailé Sélassié au pouvoir. L'Éthiopie n'avait été colonie que pendant cinq ans, de 1936 à 1941. Les Congolais avaient réussi à mettre fin à la colonisation de ce pays frère et à lui restituer, presque intacte, la réputation de n'avoir jamais été colonisé.

Après ces victoires, un corps expéditionnaire de 13.000 hommes de la Force Publique est envoyé au Nigeria. L'enjeu consistait à y concentrer des troupes et prévenir une attaque éventuelle des colonies françaises de l'Afrique de l'ouest, partisans du gouvernement de Vichy. L'Afrique Occidentale Française (AOF) était demeurée fidèle à Vichy, alors que l'Afrique Equatoriale

16 Ces précisions ont été données par un témoin oculaire dans son journal de campagne (Philippe Brousmitche, *Offensive belgo-zairoise « Bortai », Faradje-Asosa-Gambela-Saïo*, Paris-Tournai, Gamma-Inédits, 1987, pp. 170 et 171)

Française (AEF) s'était ralliée à De Gaulle grâce à son Gouverneur Général, Félix Eboué, originaire de la Guyane. C'est ainsi que dès 1941, la capitale de l'AEF, Brazzaville, était devenue la capitale de la « France Libre »⁽¹⁷⁾. Ce « pays sans territoire » avait enfin un territoire effectif.

L'appel est lancé à la Force Publique un an après la campagne d'Abyssinie pour rejoindre le Nigeria. L'embarquement des premiers éléments a lieu à Matadi en juillet 1942 sur des navires britanniques en direction de Lagos. Sur place, ils ont commencé à se préparer pour attaquer le *Dahomey*, le Bénin actuel. Mais, coup de théâtre, le 8 novembre 1942, un contingent anglo-américain débarque en Afrique du nord et provoque l'écroulement des alliances de l'Afrique Occidentale Française avec le gouvernement de Vichy. L'attaque prévue est donc décommandée, les Français du Bénin s'étant finalement rangés du côté du général de Gaulle.

C'est alors qu'un autre projet est envisagé. Il est décidé d'envoyer, en février 1943, les meilleurs éléments du corps expéditionnaire congolais au Moyen-Orient, à la fois par voie maritime (par le Cap) et terrestre (à travers le Sahara). Une fois sur place, Ils forment la première brigade motorisée coloniale, forte de 8.000 hommes ; brigade qui se déplace vers l'Egypte, en partie par la route à travers le Sahara, en partie par la mer Rouge. Parvenu à destination, l'ensemble du groupe est réorganisé sur la base des normes britanniques et forme la *First Belgian Congo Brigade Group* ; une partie est cantonnée en Palestine et une autre forme un groupement de renfort et d'instruction établi à *El-Fayd* en Egypte. Dans ce périmètre du canal de Suez, ces Congolais assuraient la garde d'importants dépôts, de voies de communications et de camps de prisonniers allemands et italiens.

En juillet 1944, la brigade est encore en manœuvre dans les montagnes de la Palestine, se préparant activement pour rejoindre le front européen en vue de la libération de la Belgique, après celle de la France. Mais le gouvernement belge en décide autrement. Pas de soldats congolais en Belgique, à l'instar des tirailleurs sénégalais en France ! Une fois de plus, la Belgique n'a pas brillé par son ouverture d'esprit. On l'avait noté au crépuscule de cette deuxième guerre mondiale. Instruite par l'expérience de celle qui a précédé en 1914-18, on aurait pu s'attendre à quelques précautions militaires, comme la mise à l'abri au Congo d'une partie de son potentiel militaire pour la résistance : dépôts d'armes, centres d'instruction, voire écoles militaires. Cela aurait facilité la tâche à Pierre Ryckmans. La Force Publique, l'armée d'outre-mer, n'en aurait été que plus efficace. Penser à une telle stratégie, c'était rêver dans le contexte colonial belge.

17 E. M'BOKOLO, *Afrique noire. Histoire et civilisations : du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Hatier-AUF, 1992, 2^e édition, pp. 435-435.

Ainsi, nos soldats sont retournés au Congo après des mois d'un entraînement qui en définitive s'est avéré inutile. Au moins, une chose était acquise. Les Congolais ont démontré qu'ils étaient capables d'accéder au stade le plus développé d'une armée moderne. De plus, au Moyen-Orient, ils ont connu des expériences toutes nouvelles, ayant côtoyé des troupes entièrement composées de soldats blancs ; ils se sont également rendu compte que la Belgique n'était pas le centre du monde et qu'il existait d'autres nations bien plus puissantes qu'elle.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la participation de la Force Publique à la deuxième guerre mondiale a été également d'ordre médical. Une unité mobile de médecins belges et d'infirmiers congolais a formé un véritable hôpital ambulant, connu sous le nom de *the 10th BCCCS (Belgian Congo Casualty Clearing Station)*. Elle était équipée de deux tentes opératoires et d'une tente de radiologie. Trente patients pouvaient être soignés dans des lits et deux cents sur des brancards. Pendant la guerre, l'équipe soignante s'est occupée de sept mille blessés et de trente mille malades ; elle n'était composée, au plus fort de son activité, que de 23 Belges dont 7 médecins et de 300 Congolais. On les a vus à l'œuvre en 1941 en Somalie et en Abyssinie (Henri Bongolo), en 1942-43 à Madagascar (Etienne Ngandu). De là, cette unité médicale a séjourné, de 1943 à 1945, au Ceylan, puis aux Indes et enfin, en Birmanie où elle effectua son séjour le plus long, ayant installé l'hôpital à Kalewa (Gaston Diomi, Pierre Canon, Victor Lundula, Alphonse Bankoto, Dominique Tudieshe, Sébastien Roberto) ⁽¹⁸⁾.

Au soir de la grande guerre

Le gouvernement belge n'a pas voulu de la présence congolaise dans le débarquement pour libérer la métropole. Soit ! Mais, dans la lointaine Asie, le Congo allait inscrire sa présence dans la victoire finale mettant définitivement fin à la guerre mondiale. Ce sont les tonnes d'uranium de Shinkolobwe que Edgar Sengier, le patron de l'UMHK de l'époque, avait entreposées à New York depuis les années 20, qui ont servi à la fabrication des premières bombes atomiques dans le cadre du projet ultrasecret américain *Manhattan Project*. Il s'agit de ces bombes qui, larguées sur *Hiroshima* et *Nagasaki*, les 6 et 9 août 1945, ont finalement contraint le Japon à capituler (15 août), à la suite de l'Allemagne (8 mai 1945). Les retombées de cette vente d'uranium ont été fabuleuses. La Belgique en a profité pour assurer le financement de sa future industrie nucléaire civile ; le Congo a été le grand perdant dans l'affaire. Au lieu de lui octroyer sa part de revenu qui aurait pu consolider son développement, on se contenta d'installer à Lovanium, un petit réacteur atomique à des fins de recherche ⁽¹⁹⁾.

18 J.M. MUTAMBA Makombo Kitatshima, *Du Congo belge au Congo indépendant, 1940-1960. Emergence des « évolués » et genèse du nationalisme*, Kinshasa, IFEB, p. 20.

19 Les barres atomiques ont failli être soustraites du réacteur de Lovanium par la CIA en août 1960, n'eût été la vigilance du recteur Gillon lui-même (cf., Larry Devlin, *J'étais chef de la CIA au Congo. Mémoires*, Bruxelles, Jourdan éditeur, pp. 47-48).

Parce que le Congo s'était révélé un élément important de la stratégie militaire du monde libre, on décida d'y créer, au début des années 50, deux bases militaires de grande importance : *Kitona* et *Kamina*. A cette époque, sous le commandement du général-major A *Gilliaert* (1944-1954) qui avait remplacé le lieutenant général *Ermens* (1940-1944), la territorialisation de la Force Publique avait pratiquement la configuration qui sera la sienne en 1960. On distingue les *Troupes Campées* des *Troupes en Service Territorial*, les premières ont la charge de la défense du territoire contre un ennemi extérieur et les secondes, celle de la tranquillité et de l'ordre public. Les Troupes Campées comprennent, outre des éléments de police militaire, une brigade au camp Hardy (Mbanza-Ngungu) et trois unités de reconnaissance, six bataillons d'infanterie réparties dans l'espace national : le 5^e à *Kisangani*, le 6^e à *Watsa*, le 8^e à *Kananga*, le 9^e à *Rumangabo*, le 12^e à *Lubumbashi* et le 13^e à *Kinshasa*. Les Troupes en Service Territorial comprennent, en plus des troupes au Rwanda-Urundi, un bataillon par province (avec des compagnies détachées à raison d'une par district).

Quinze ans plus tard, en 1960, à l'indépendance, on allait assister à l'écroulement de cette armée à la suite de la mutinerie de ses soldats. Effectivement, sa grande vulnérabilité concernait son commandement, jusque-là entre les mains des seuls Européens. Le rêve d'un passage en bloc, d'une armée coloniale (avec ses 500 officiers blancs), à une armée nationale africaine, de surcroît sous les ordres d'un pouvoir politique détenu par les colonisés d'hier, était une utopie. Le successeur de *Gilliaert*, le général *Janssens* (1954-1960) y croyait ferme et se félicitait même d'avoir convaincu le Premier ministre Lumumba de la pertinence de ce schéma. Mais Lumumba, réaliste, n'a jamais fait cette déclaration impopulaire qu'il lui avait proposée. D'autre part, l'effervescence de l'indépendance avait déjà ébranlé le moral des troupes, témoins de l'effondrement de la « maison coloniale », particulièrement en 1959. Rien qu'au cours de cette dernière année de la colonisation, presque l'ensemble du Congo belge et du Rwanda-Urundi étaient en état de siège. Plusieurs états d'exception ont dû être décrétés ⁽²⁰⁾.

L'inévitable s'est produit le mardi 5 juillet 1960. Après le départ du Gouverneur Général Cornelis dans la matinée, les mutineries ont éclaté dans l'après-midi. Celles du 13^e Bataillon à Léopoldville et celles de la 4^e brigade au camp Hardy à Mbanza-Ngungu. Cette crise fondatrice de la « crise congolaise » s'est poursuivie le lendemain par la révocation du commandant en Chef *Janssens* puis, la nomination de Victor Lundula et de Joseph Mobutu, respectivement comme Commandant en Chef et Chef d'Etat major. Elle a connu son point culminant avec l'intervention des troupes métropolitaines et

20 E. JANSSENS, *J'étais le général Janssens*, Bruxelles, Charles Dessart éd., 1961, pp. 143-192.

la rupture des relations diplomatiques avec la Belgique ⁽²¹⁾. Pendant ce temps, les coopérants belges, violentés par des Congolais ou prenant prétexte de cette crise, qui offrait la possibilité de quitter massivement le Congo sans pour autant perdre les avantages d'expatriation en Belgique, alourdirent les conséquences de la mutinerie.

Face à cet état des choses, l'ONUC (l'ONU au Congo) était perplexe. Fallait-il démobiliser ces troupes mutinées et en lambeaux ou s'efforcer de les rééduquer à la discipline militaire ? L'opinion dans l'air du temps penchait pour la démobilisation des troupes. Décidé à sauver cette Force Publique à l'état comateux, Mobutu, devenu entre-temps Commandant en Chef ⁽²²⁾, décide de tenter le tout pour le tout. Avec des troupes qu'il avait encore sous la main, il décide d'organiser, à la fête du 17 novembre, un défilé militaire martial qui s'avère particulièrement réussi. Les corps constitués et les missions diplomatiques sont impressionnés. Le spectacle finit par convaincre les plus hésitants. L'armée qui s'était mutinée était récupérable. *L'Armée Nationale Congolaise* (ANC) était sauvée. Plus tard, elle allait prendre son envol, devenir *Forces Armées Zaïroises* (FAZ), puis *Forces Armées de la République Démocratique du Congo* (FARDC). ■

21 Pour plus de précisions sur cette page singulière de l'histoire nationale, se rapporter à l'étude de Louis-François Vanderstraeten, *De la Force Publique à l'Armée Nationale Congolaise : histoire d'une mutinerie* (juillet 1960), Paris-Gembloux, Académie Royale de Belgique – Duculot, 1985, pp. 131-234.

22 Le général Victor Lundula, nommé Commandant en Chef de l'ANC par le Premier ministre Lumumba, a été révoqué de ses fonctions le 13 septembre, pour avoir libéré Lumumba arrêté par Joseph Ileo, Premier ministre et ministre de la Justice. Le Colonel Mobutu, nommé Commandant en Chef, le 14 septembre, le jour de son premier coup d'Etat, a été promu Général Major, le 23 janvier 1961.